

For immediate release

## CANADIAN CIVIL SOCIETY CALLS FOR FEDERAL ACTION ON GLOBAL DRUG POLICY

*10-point plan for healthy drug policy released before UN General Assembly drugs forum*

**TORONTO, April 18, 2016** — One hundred Canadian civil society organizations are calling on the Canadian federal government to champion progressive and evidence-based drug policy positions at this week’s world forum on drugs. Spearheaded by the Canadian HIV/AIDS Legal Network and the Canadian Drug Policy Coalition (CDPC), this civil society groundswell is asking federal Health Minister Dr. Jane Philpott to adopt and promote a series of 10 recommendations in her role as head of the Canadian delegation at the United Nations General Assembly Special Session (UNGASS) on drugs. The recommendations range from scaling up support for harm reduction to decriminalizing possession of drugs for personal use.

Meeting from April 19–21, UNGASS will gather the global community to discuss issues related to drug policy for the first time in nearly 20 years. In 1998, proclaiming the goal of a “drug-free world,” the General Assembly adopted a declaration and a plan of action overwhelmingly re-emphasizing prohibition and law enforcement as the supposed means to this end. Since then, the “war on drugs” has systematically devastated communities, violated human rights and undermined public health, without bringing an end to — or even a substantial reduction in — the use of drugs, problematic or otherwise.

This week’s UNGASS comes in response to a growing global demand for rethinking drug policy, and for an honest, transparent debate about what’s working and what needs to change. UNGASS could be an important landmark in the development of a new international approach to drug policy — one based on evidence, and principles of human rights and public health, rather than prohibition and punishment. Furthermore, these positions are of direct domestic relevance. Recently, Canada’s new federal government has signaled important new directions for domestic drug policy, and on Friday, the Supreme Court of Canada expressed its disapproval of mandatory minimum sentences for certain drug offences.

“After a long silence, Canada could once again take a position of principled global leadership on drug policy,” says Donald MacPherson, executive director of CDPC. At the recent Commission on Narcotic Drugs in Vienna — a preamble to UNGASS — Canada delivered a powerful and groundbreaking statement, espousing several progressive drug policy positions, and declaring, on a world stage, the government’s willingness to move forward with cannabis legalization, despite complications posed by the UN drug control treaties. “UNGASS is an opportunity for the Health Minister to go even further in her statements, to push back against harmful drug policies and promote the health and human rights of all.”

Because of interference from the most hawkish states, the final outcome document emerging from UNGASS will almost certainly be a disappointing failure. However, strenuous advocacy on the part of principled states, such as Canada, could ensure that significant statements of position could be entered into the record. Such statements would contribute to a global political momentum toward ultimately shifting international drug policy and treaties to respect human rights and promote public health.

“Despite overwhelming scientific evidence in favour of life-saving harm reduction measures, and despite the unconscionable ongoing practice of using the death penalty in some countries to punish drug offences in violation of international law, neither of these issues is likely to merit a mention in the outcome document adopted by the UN General Assembly,” says Richard Elliott, executive director of the Canadian HIV/AIDS Legal Network. “We have met with Minister Philpott several times, urging her to ensure that Canada joins others in raising these issues at UNGASS.”

Canada must seek to re-establish itself at the UN as a principled voice for human rights and for constructive, progressive thinking on global problems. Its leadership on drug policy issues would not only carry significant weight at the world forum, but would also encourage more tentative states to engage in discussions about the urgent need to shift our approach to drugs, and better protect human rights, public health and public safety.

Read the statement: <http://www.aidslaw.ca/site/canadian-civil-society-calls-for-federal-action-on-global-drug-policy/>.

-30-

**Contact:**

Lauryn Kronick

Communications and Outreach Officer, Canadian HIV/AIDS Legal Network

Telephone: +1 416 595-1666 ext. 236

Email: [lkronick@aidslaw.ca](mailto:lkronick@aidslaw.ca)

Shea Dewar

Communications and Engagement Coordinator

Canadian Drug Policy Coalition (CDPC)

Telephone: +1 778-837-6502

Email: [shead@sfu.ca](mailto:shead@sfu.ca)

Pour diffusion immédiate

## **LA SOCIÉTÉ CIVILE EXHORTE LE FÉDÉRAL À L'ACTION QUANT AUX POLITIQUES MONDIALES SUR LES DROGUES**

*Un plan d'action en 10 points pour des politiques saines sur les drogues est rendu public avant le forum sur les drogues de l'Assemblée générale de l'ONU*

**TORONTO, 18 avril 2016** — Cent organismes de la société civile canadienne exhortent le Gouvernement du Canada à défendre des positions progressistes et fondées sur des données probantes, cette semaine, lors d'un forum mondial sur les drogues. Dirigé par le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Coalition canadienne des politiques sur les drogues (CCPD), ce mouvement de la société civile invite la ministre fédérale de la Santé, la D<sup>re</sup> Jane Philpott, à adopter et promouvoir une série de 10 recommandations, à titre de chef de la délégation canadienne à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) consacrée aux drogues. Les recommandations incluent la mise à l'échelle de l'appui à la réduction des méfaits et la décriminalisation de la possession de drogues pour usage personnel.

Du 19 au 21 avril, pour la première fois en près de vingt ans, l'UNGASS réunira la communauté internationale pour discuter d'enjeux relatifs aux politiques sur les drogues. En 1998, en proclamant l'objectif d'un « monde sans drogue », l'Assemblée générale avait adopté une déclaration et un plan d'action mettant l'accent principal sur la prohibition et l'application de la loi, pour tenter d'y arriver. Depuis, la « guerre contre les drogues » a systématiquement dévasté des communautés, violé des droits humains et nui à la santé publique, sans mettre fin à la consommation de drogues (problématique ou autre) — ni même la réduire de manière significative.

L'UNGASS de cette semaine se veut une réponse à la demande croissante d'une révision des politiques sur les drogues et d'un débat honnête et transparent sur ce qui fonctionne et ce qui doit changer. La réunion pourrait être un important jalon dans le développement d'une nouvelle approche internationale aux politiques sur les drogues qui soit basée sur les données et sur les principes des droits humains et de la santé publique, plutôt que sur la prohibition et le châtime. De plus, ces positions concernent directement le Canada, à l'heure où son nouveau gouvernement fédéral signale d'importantes nouvelles orientations au chapitre des politiques sur les drogues, et où la Cour suprême a affirmé vendredi sa désapprobation à l'égard des peines minimales obligatoires pour les infractions liées à la drogue.

« Après un long silence, le Canada pourrait reprendre une position de leadership mondial raisonné en ce qui concerne les politiques sur les drogues », affirme Donald MacPherson, directeur général de la CCPD. Lors de la récente réunion de la Commission des stupéfiants à Vienne (un préambule à l'UNGASS), le Canada a livré une puissante déclaration avant-gardiste, épousant de nombreuses positions progressistes en matière de politiques sur les drogues et signalant au monde la volonté du gouvernement d'aller de l'avant avec la légalisation du cannabis en dépit de complications que

posent les traités de l'ONU sur le contrôle des drogues. « L'UNGASS est une occasion pour la ministre de la Santé d'aller encore plus loin dans ses déclarations, en rejetant les politiques néfastes en matière de drogues et en promouvant la santé et les droits humains de tous. »

Vu l'interférence de certains États parmi les plus acharnés, le document final de l'UNGASS risque fortement d'être un échec décevant. Toutefois, un vigoureux plaidoyer de la part d'États de principe comme le Canada pourrait assurer que d'importants énoncés de position soient inscrits au registre. Ces derniers pourraient contribuer à un élan politique mondial pour un éventuel virage des politiques et traités internationaux en matière de drogues, vers le respect des droits humains et la promotion de la santé publique.

« En dépit de preuves scientifiques convaincantes à l'appui des mesures salvatrices de réduction des méfaits et en dépit de la pratique inadmissible de la peine de mort dans certains pays pour punir les infractions liées aux drogues, ce qui contrevient au droit international, ni l'un ni l'autre de ces enjeux n'est susceptible d'être mentionné dans le document final à adopter par l'Assemblée générale de l'ONU », signale Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Nous avons rencontré maintes fois la ministre Philpott et l'avons incitée à faire en sorte que le Canada se joigne à d'autres pays pour signaler ces enjeux lors de l'UNGASS. »

Le Canada doit s'efforcer de reprendre sa place au sein de l'ONU en tant que voix raisonnée pour les droits humains et pour une approche constructive et progressiste aux problèmes mondiaux. Son leadership en matière de politiques sur les drogues aura non seulement un poids important lors du forum mondial, mais il incitera également les États plus progressistes à prendre part aux discussions sur l'urgente nécessité de modifier notre réponse aux drogues et de mieux protéger les droits humains, la santé publique et la sécurité publique.

Lisez la déclaration : <http://www.aidslaw.ca/site/canadian-civil-society-calls-for-federal-action-on-global-drug-policy/?lang=fr>.

-30-

**Contacts :**

Lauryn Kronick

Agente des communications et du rayonnement, Réseau juridique canadien VIH/sida

Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 236)

Courriel : [lkronick@aidslaw.ca](mailto:lkronick@aidslaw.ca)

**Shea Dewar**

Coordonnateur des communications et de l'implication

Coalition canadienne des politiques sur les drogues (CCPD)

Téléphone : +1 778-837-6502

Courriel : [shead@sfu.ca](mailto:shead@sfu.ca)